

Raymond Ranjeva : « La révolte est maintenant générale »

La Nation – 05/06/13

Le professeur Raymond Ranjeva répond à nos questions et livre ses points de vue concernant l'évolution de la situation politique dans la Grande Ile.



La Nation : Vous avez souvent parlé d'Etat sauvage à Madagascar. La situation politique actuelle n'est plus très loin d'un véritable chaos. Quelles solutions alors ?

Raymond Ranjeva : Il importe que ceux qui gravitent autour et vivent de la transition, comprennent que c'est la fin de leur pouvoir et de leur système. Avant qu'il ne soit trop tard, car la révolte est maintenant générale, la sagesse politique leur dicte de ne pas bloquer, pour des raisons d'égoïsme personnel ou d'aveuglement, l'avènement d'un nouveau pouvoir. Les résolutions adoptées à l'issue du conclave initié par le FFKM, compte tenu de l'expérience malagasy, de la représentativité politique des participants invités par le FFKM et de la légitimité des débats, constituent les bases les plus solides d'un nouveau pouvoir. Celui-ci devra être neutre et soucieux de l'intérêt national afin d'assurer la consolidation du processus démocratique.

LN : Il y a des rumeurs sur une éventuelle prise de pouvoir par l'armée...

RR : Pour ma part, et ceci n'engage que moi, je ne pense pas qu'une prise de pouvoirs par des militaires soit appréciée par la communauté internationale comme par les citoyens malagasy. La raison est simple : la prise de pouvoir par la force déclenche le cycle infernal du coup d'Etat et de la revanche de ceux qui en sont exclus. Nous ne sommes plus en 1972 où on avait affaire à une armée nationale commandée par des officiers généraux et supérieurs de grande classe et qui avaient une pensée d'Etat pour Madagascar.

LN : Des sanctions ciblées seront-elles véritablement prononcées à l'endroit des récalcitrants pour sortir de la crise actuelle ?

RR : La notion de sanction ciblée a essentiellement un sens comminatoire et dissuasif pour réduire les récalcitrants. Dans le contexte actuel, seules les autorités, qui ont le pouvoir de sanction, peuvent en définir le contenu. En raison de l'importance des crimes à caractère économique : corruption, trafic en tous genres, blanchiment d'argent, biens et fortunes mal acquis etc. Les sanctions frapperont directement les sanctionnés dans leur patrimoine et leurs richesses. La pratique internationale est sur ce point parfaitement institutionnalisée.

LN : On a l'impression que le pays n'est plus dirigé actuellement...

RR : Dire qu'il y a un vide juridique c'est méconnaître le Droit. Actuellement à Madagascar, il n'y a pas de vide juridique mais un vide institutionnel. « Vide juridique » est le terme employé par ceux qui veulent utiliser le droit, le système et la règle de droit pour satisfaire leurs besoins et atteindre leurs objectifs : comment obtenir la légitimation de leur coup d'Etat que le Droit et les Malagasy réprouvent. Pour eux, la

préoccupation principale est de manipuler et triturer le Droit pour justifier leurs souhaits politiques. Pour un juriste, qui a une saine approche du Droit, on a affaire à un vide institutionnel.

LN : Comment expliquez-vous l'incertitude et la confusion actuelle ?

RR :Il n'y a pas de situation d'incertitude : la HAT, le PHAT, le gouvernement sont des institutions de fait, un pouvoir de facto, sans légitimité en droit. Cette opinion n'est plus discutée actuellement. La situation est confuse car les autorités qui affirment exercer le pouvoir, n'ont aucune emprise sur la réalité qu'elles sont censées diriger. En raison de l'incapacité des dirigeants, et du rejet silencieux des citoyens, le pouvoir de facto se réfugie dans un monde virtuel : celui du magique et du religieux ; il préfère ainsi les incantations au traitement politique des problèmes.

LN : Et comme dirait Lénine, que faire alors ? Qu'est-ce qu'il faut pour sortir de cette impasse ?

RR :Un ressaisissement citoyen général pour briser le sentiment d'impuissance et d'isolement, face à l'enlèvement de la situation, reste le recours. C'est l'appel au peuple citoyen pour reprendre une image gaullienne dans l'appel du 18 juin.

LN : Que pensez-vous de la décision des groupements du secteur privé de suspendre leurs relations avec l'administration ?

RR :En 1972, lorsque la crise de régime a atteint le seuil de tolérance, le secteur économique a pris la décision de rompre les relations avec le Pouvoir d'alors. Les plus anciens se souviendront alors de la marche des employés d'EEM en tête du cortège, le casque de chantier vissé sur la tête. Les uns et les autres en étaient surpris. En termes politiques, c'est la grève civile qui est mise en route; les institutions et autorités actuelles ne sont plus considérées comme capables de sortir la Nation de la situation actuelle. La prise de position est une sanction pure et simple de l'ineffectivité du pouvoir et des institutions; elle remet en cause le semblant d'autorité dont la transition actuelle et ses soutiens se prévalaient jusqu'ici. La grève des impôts risque d'être la manifestation première de ce rejet et n'oublions pas que toutes les chutes de régime politique ont démarré avec des problèmes de finances publiques.

LN : Les relations entre Madagascar et la communauté internationale se détériorent. Quelles en seront les conséquences.

RR :Ce sont les relations de la communauté internationale avec les institutions de l'actuelle transition qui se détériorent. La communauté est prise dans son propre jeu en ayant fait confiance aux institutions de la transition actuelle ! Mais je ne pense pas que la confiance à l'égard des Malagasy en soit affectée. Les manifestants qui ont fait une démonstration devant les représentations diplomatiques ont été dépêchés par des personnes et groupes identifiés ; ils ne sont pas représentatifs de l'ensemble de la Nation. Ceci étant, les Malagasy ne veulent pas perdre le respect pour l'étranger et par l'étranger.

LN : Qu'en est-il désormais de la réunion tenue par le FFKM à Ivato et du fameux sommet à quatre que vous avez toujours défendu ?

C'est l'objet d'une des conclusions d'Ivato. Les débats ont montré l'accord général sur ce point ainsi que le doute sur les chances de solution sans sommet. Par ailleurs, les participants étaient conscients des difficultés tout en identifiant les véritables foyers et auteurs de blocage. Veut-on ou non mettre un terme à notre crise ?

LN : Quand on parle du Professeur Ranjeva, on pense à la Cour Internationale de Justice, avez-vous une ambition politique actuellement ?

RR :L'intervention sur la scène politique est d'abord un jeu de massacre; dans notre pays, la politique relève de la comédie du pouvoir. Vouloir faire du politique et non de la politique politicienne, c'est-à-dire amener les citoyens à avoir une attitude critique et réflexive devant les problèmes de politique et de société, c'est de la subversion, une atteinte à la sûreté de l'Etat et je sais de quoi je parle ! Nous sommes en plein dans une société de spectacles et de jouissance immédiate, où il n'y a plus de place pour un enracinement dans l'histoire et la culture, ni pour une projection dans l'avenir. Il y a eu un coup d'Etat pour prendre le pouvoir peut-être, mais surtout pour avoir les avantages liés au pouvoir au profit d'une petite minorité. Et les Malagasy, fatigués, paupérisés se sont comportés comme des spectateurs d'un jeu, et ils ont laissé faire ! Les esprits dits forts ont traité de divagations d'intellectuels les messages d'alerte qui, aujourd'hui, hélas sont confirmés dans la réalité. Le mal est tellement profond qu'il faut sortir le pays par le haut, et non par des combinaisons politiciennes, ni par la réhabilitation d'une économie néocoloniale de spéculation. Tel est l'objet de l'offre de service que j'ai effectuée voici trois années...Mais dire que je veux le pouvoir pour faire comme les autres n'a aucun sens !

Source : <http://www.lanation.mg/article.php?id=4365>